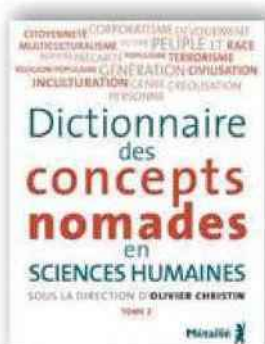




IDÉES

La novlangue politique décodée

Nation, Brexit, république ou islamo-gauchisme : des historiens et politistes redonnent aux mots galvaudés ou récemment créés par le discours politique leurs sens et origine. Une façon pour les citoyens de se les réapproprier.



DICTIONNAIRE DES CONCEPTS NOMADES EN SCIENCES HUMAINES, TOME II
Ed. Métailié,
470 pp., 27 €.

Les Français ont été comme insensibilisés. A force d'être exposés aux mots «république» et «valeurs républicaines», 65% d'entre eux disent qu'ils ne les «touchent plus», ne leur «parlent pas vraiment» (sondage Ifop, mai 2015). Marion Maréchal-Le Pen, députée FN du Vaucluse, se disait même, voilà quelques semaines, «saoulée par les valeurs de la République». Voilà le drame, le terme «république» et ses dérivés seraient devenus vieillots, has been, fades, à force d'être servis à toutes les sauces. Il y a même un parti qui s'appelle ainsi, Les Républicains, présidé par Sarkozy. «Jamais ces mots n'ont été autant utilisés que ces trois dernières années, remarque le spécialiste d'histoire moderne Olivier Christin, qui a dirigé avec l'historienne Marion Deschamp le *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines* (Métailié, 2016). Parallèlement, on observe un renouvellement très fort de la langue politique. De nouvelles expressions

font leur apparition : développement durable, Brexit, islamo-gauchisme, durabilité... Leurs usages montent en flèche mais tous ces termes subissent une usure accélérée. Ils vieillissent terriblement vite !» Des mots à obsolescence programmée, créés pour dire des réalités nouvelles – ou donner un air nouveau à un vieux refrain – ; des mots qui saturent le débat avant d'être jetés, remplacés par d'autres ou recyclés, voire récupérés, symptômes autant de la tyrannie de la nouveauté que d'une accélération du temps politique. Le tome II, ouvrage collaboratif et international, vient de sortir, six ans après le premier tome. Des chercheurs de toute l'Europe, historiens, sociologues, anthropologues, ont échangé leurs interrogations conceptuelles pour créer ce recueil, espace de dialogue entre concepts. Ils ont psychanalysé ces mots usés, apparemment aussi inoffensifs qu'ordinaires, les ont grattés, ont daté leurs connotations, leur ont redonné une épaisseur en retraçant les abus dont ils ont été victimes, les glissements, instrumentalisation et autres imports-exports opportuns. Loin d'être normatif, l'ouvrage, avec ses 17 entrées (genre, nation, multiculturalisme, inculturation...), s'inscrit dans une démarche de traçabilité et poursuit plusieurs objectifs. L'enjeu est d'abord théorique. Il s'agit de dissiper les confusions, d'être sûr



EMMANUEL PIÉROT

de se comprendre dans cet espace de recherches multilingues en sciences sociales qu'est l'Europe. *«Nous voulons construire entre nous des comparables. Comment exprimer la laïcité, le service public, le chômage, de sorte à ce que cela recouvre la même réalité pour des collègues économistes, politologues, sociologues, qu'ils soient italiens, allemands, etc. Tout traduire en anglais, notamment pour obtenir des subventions européennes, c'est multiplier les malentendus»*, explique Christin.

Outre leur circulation d'un pays à l'autre, les concepts passent d'un champ à l'autre, de l'anthropologie à la politique, de la sphère scientifique à l'espace médiatique. Les savants n'ont plus le monopole de la langue savante. Aussi l'enjeu est-il encore démocratique : *«Utiliser les mots sans être utilisés par eux»*, résume l'historien. Le dictionnaire invite à porter un regard critique sur les innovations lexicales incessantes et à en faire un usage conscient, à se les réapproprier. L'emploi de mots fraîchement fabriqués, d'apparence technique, complexes, presque rebutants, sert parfois à avoir un *«avantage compétitif dans une conversation»*, *«se donner une posture d'expert»* qui manie la lan-

gue de Bruxelles, par exemple. Une manière de laisser le traitement des affaires publiques aux gens qui, à défaut de savoir de quoi ils parlent, en ont au moins l'air. Car enfin l'on peut s'interroger sur la consistance réelle de cette prolifération de termes dans la langue politique. *«Elle peut être interprétée comme un signe de sa vacuité*, souligne l'auteur. *C'est le règne des slogans, des communicants, des éléments de langage, de la langue de bois.»*

Ceux qui ont passé leurs nuits debout depuis des semaines, qui ont manifesté contre la loi El Khomri, disent leur écœurement face à ce bouillonnement communicationnel d'une classe politique qui ne semble plus les comprendre. La loi travail, si mal amenée, si mal vendue aux Français qui l'auraient si mal lue, si mal comprise... Ceci dit, ce renouvellement linguistique *«est aussi un indicateur de la vitalité démocratique du pays*, remarque Christin. *On a besoin de forger des mots pour parler des réalités changeantes dans les sociétés démocratiques fondées sur l'échange, le débat contradictoire.»* Et la loi travail, tout enrobée qu'elle est d'un vocabulaire technique compliqué, a, au moins, fait parler.

NOÉMIE ROUSSEAU



«VICTIMES»

La victime est très disputée. Le concept est devenu central ces dernières décennies dans le débat politique. On le retrouve surtout dans les bouches qui réclament une justice plus sévère, des peines automatiques, dénoncent des magistrats ou la classe politique. L'historien Olivier Christin, qui a coordonné le *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*, y voit «une forme de populisme judiciaire» qui consiste à se placer du côté des victimes, et non des juges, de la société ou des magistrats. Cette entrée du dictionnaire est une enquête historique et comparative qui confronte deux cas opposés : la Suisse, avec son pacifisme et sa neutralité, et la Russie, qui a eu du mal à prendre en considération ses victimes, tantôt celles du tsarisme, tantôt celles de la révolution bolchevique. «L'attention aux victimes est une chose récente, liée à l'invention de l'humanitaire, à la création des ONG ou à la fondation de la Croix-Rouge, fruits de la construction d'une opinion publique européenne où l'on se préoccupe de la souffrance des autres, mais à dis-

tance», retrace Christin. Peu à peu, l'attention aux victimes, objets de préoccupations politiques et judiciaires nouvelles, devient «un peu méprisante et condescendante» : «Le statut de victime est le résultat de stratégies de reconnaissance qui sont de longs processus, des luttes politiques, des rapports de forces. Qualifier de victimes, c'est aussi trier les gens qui souffrent. Il y a les bonnes et les mauvaises victimes. Celles qui méritent l'attention, celles qui n'en sont pas dignes, celles qu'on peut sauver, celles pour lesquelles, malheureusement, on ne peut plus rien. Puis il y a les autres, celles qui n'ont pas le droit à l'appellation de victimes, car, rétrospectivement, la cause de leur souffrance semble mauvaise», explique l'historien. Ils ont souffert, mais du mauvais côté. Comme les «Malgré-nous», ces Alsaciens incorporés de force dans l'armée allemande. Ou les populations de langue allemande incluses dans les nouveaux pays de l'Est après 1945. La notion de victime recèle de paradoxes et questionne la légitimité, l'engagement politique.

«PRÉCARITÉ»

La précarité illustre le phénomène qui fascine tant Olivier Christin : «l'import-export de concept». Le mot français a franchi le Rhin. Un aller-retour entre la France et l'Allemagne qui permet de dévoiler la dimension du vécu comprise dans la notion. Le terme a été forgé en France dans les années 70-80 pour parler des banlieues, des nouvelles difficultés des quartiers en déshérence, privés d'emplois et de services publics, où émerge une nouvelle classe de pauvres. Il va être repris en allemand et traduit sous la forme de *Prekarität*, un néologisme qui va se substituer au mot «pauvreté» (*Armut*). «Sauf qu'une fois importé, "précarité" servira en fait à désigner ces citoyens des nouveaux Länder de l'ex-RDA, devenus citoyens de l'Allemagne réunifiée mais comprenant qu'il y a un écart considérable entre la promesse démocratique d'égalité qui leur a été faite et la réalité qu'ils vivent», relate Olivier Christin. Les «précaires», en allemand, sont ceux de cette génération qui se dé-

couvrent comme citoyens de seconde zone. «La précarité, c'est le sentiment d'éloignement par rapport à une norme de citoyenneté, de droit, promise par une République unifiée. La précarité est la mesure de l'écart entre les promesses citoyennes et la réalité vécue par les acteurs sociaux», résume l'historien.

Dans le cas français, les classes laborieuses sont associées aux classes dangereuses, un classique de la pensée du XIX^e siècle : «La précarité est considérée comme un processus de désocialisation, de déracinement, propice à l'économie souterraine, aux trafics», souligne Christin. Si, en Allemagne, il est également admis que la précarité produirait aussi du danger, il est d'une nature différente. Les territoires de précarité «sont en marge du fonctionnement démocratique harmonieux de la République fédérale, où on retrouve des mouvements d'extrême droite violents et xénophobes, des skinheads, Pegida, etc.»



«DÉVOUEMENT»

En ces temps de défiance à l'égard de la classe politique, il est un vieux concept qui a plus que jamais la cote : le dévouement. Nicolas Sarkozy serait bien resté sur son yacht à se la couler douce avec Carla, mais voilà, il aime trop la France. Pour parfaire le tableau, Carla s'est affichée un brin contrariée. Mais elle a rapidement repris le dessus pour verser dans le registre de l'admiration de son Raymond, ce bossueur acharné, ce dévoué à la cause.

«Le dévouement, nombre d'hommes politiques le mettent en scène, expliquant que la politique, l'engagement, c'est un sacrifice de soi, de ses intérêts personnels au nom d'intérêts supérieurs. Ils surjouent l'épuisement, la lassitude, pour mieux rendre saillant leur soi-disant sens des responsabilités», observe Olivier Christin. Une stratégie que l'historien rapproche, non sans provocation, du discours du 17 juin 1940 de Pétain, lequel déclarait faire à la France le don de sa personne, le sacrifice de sa réputation de chef de guerre pour protéger le peuple français de l'Occupation. Ce discours du dévouement a une visée coercitive : à un chef dévoué, le peuple se doit d'obéir. «C'est un classique de la pensée républicaine, depuis Athènes jusqu'au milieu du XX^e siècle. Ce sont toujours les mêmes exemples cités, lus chez Tite-Live, Cicéron : Lucius Junius Brutus, Marcus Curtius, qui se suicident, meurent pour la Républi-

que...» note le chercheur. L'illustration parfaite du dévouement est le tableau de David : *Les licteurs rapportent à Brutus les corps de ses fils*, exécutés par leur père pour avoir tenté de rétablir la monarchie. «Servir la république, présentée comme le régime de la vertu, c'est ne plus penser à soi», résume-t-il. Où est le dévouement dans l'espace politique contemporain ? Est-ce une question de conflit d'intérêts, de non-cumul des mandats ? «En fait, le dévouement s'est déplacé vers d'autres sphères, vers les lanceurs d'alerte ou les grévistes de la faim. Inventé au début du XX^e siècle en Angleterre, ce mode de protestation politique est celui du faible, analyse Christin. Le dévouement, ce sont les suffragettes anglaises, c'est Gandhi, les républicains irlandais... ils se mettent en danger physiquement, et montrent le coût humain de la protestation. Protester, ça coûte.» Il y a donc eu un glissement : du dévouement comme sacrifice à la Cité telle qu'elle est au dévouement comme critique de la Cité ; et du dévouement des héros sur le champ de bataille au dévouement des citoyens ordinaires. Une démonstration qui permet à l'historien d'éclairer le présent : «La république n'a plus besoin d'homme providentiel, de héros, elle a besoin de citoyens vertueux, vigilants, qui considèrent qu'il est de leur devoir de dénoncer des malversations, des scandales pour défendre le bien commun.»

«PEUPLE» ET «RACE»

En France, l'appel au peuple est un incontournable. Voire un indémodable. «Encore aujourd'hui, il est des hommes politiques qui se réclament du gaullisme. Il en ressort un peuple idéalisé, essentialisé, existant de toute éternité.» Voilà la dérive relevée par l'historien Olivier Christin qui remarque, en revanche, que «le terme de race est totalement exclu de l'espace public, absolument impossible».

Dans l'espace germanique, c'est le contraire. Dès le XIX^e siècle, la race va être un des principes de la construction de la nation et de l'identité nationale, avant même le III^e Reich. «Quand la France jouait plutôt sur l'idée d'un peuple souverain, choisissant ensemble son destin politique dans les luttes, uni et en marche vers la liberté ; l'Allemagne, en l'absence d'unité politique, cherchait à définir autrement l'identité du peuple allemand. C'est ainsi que les éléments culturalistes, linguistiques, religieux ont pris le dessus. Le recensement des traditions de ce vrai peuple, rural, débouchera, petit à petit, sur l'idéologie raciale nazie», explique Olivier Christin. L'entrée du dictionnaire croise ces deux histoires, qui se sont construites en miroir, entrelacées par moments, avec une visée : «Déjouer le piège de l'essentialisation : ni la race ni le peuple ne vont de soi, ils n'existent pas en eux-mêmes, de sorte qu'on ne peut adhérer spontanément à ces concepts.»